



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOUI, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_108

VIE ASSOCIATIVE ET DISPOSITIFS DE PREVENTION - CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET L'ASSOCIATION LE RELAIS DE MONTIVILLIERS 2026. PROJET DEFINITIF- ADOPTION - AUTORISATION - SIGNATURE DE LA CONVENTION

Monsieur Sylvain CORNETTE, 6^e Adjoint au Maire – Dans le cadre de sa politique d'accompagnement à la vie associative communale, la Ville de Montivilliers attribue chaque année des créneaux d'occupations de locaux et de terrains communaux aux différentes associations. Ces installations sont des biens appartenant au domaine public communal.

A ce titre, ces biens peuvent être mis à disposition des associations afin qu'elles puissent mettre en place leurs activités sur le territoire. Ces mises à disposition sont régies par les principes fixés par le Code général de la propriété des personnes publiques et sont également soumises au respect du règlement portant sur l'utilisation des salles municipales.

Dans ce cadre, la Ville de Montivilliers établit avec l'association Le Relais de Montivilliers, une convention d'occupation du domaine public dont le projet est joint en annexe.

Cette convention est établie pour une durée d'un an et à titre gracieux du fait des activités pratiquées visant l'intérêt général, conformément aux dérogations prévues à l'article L. 2125-1-2 du code général de propriété des personnes publiques.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-29 ;

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L. 2125-1-2 ;

VU le rapport de M. Sylvain CORNETTE, 6^e Adjoint au Maire en charge de la Vie associative, de la Médiation et de la Cause animale ;

VU la commission municipale n° 1 « Solidarités, Santé, Vie associative et Sportive » réunie le 29 mai 2026, consultée.

CONSIDÉRANT :

- Que le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques permet aux communes de délivrer à titre gratuit les autorisations d'occupation temporaire du domaine public communal sollicitées par les associations régies par la loi du 1er juillet 1901 ;

- Que l'association Le Relais de Montivilliers contribue à la vie associative locale de par leurs interventions au profit des Montivillonnais.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre la Ville de Montivilliers et l'association Le Relais de Montivilliers pour l'année 2026.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

